

Quelle dette ? La dette est écologique

Exposé des motifs :

Constat :

L'emploi est la première préoccupation des français, équilibrer le budget de la nation celui de nos gouvernants. Pourtant, aucun de ces 2 problèmes n'est primordial devant les crises écologiques auxquelles nous devons faire face, ils ne peuvent être résolus qu'en tenant compte des limites de notre planète.

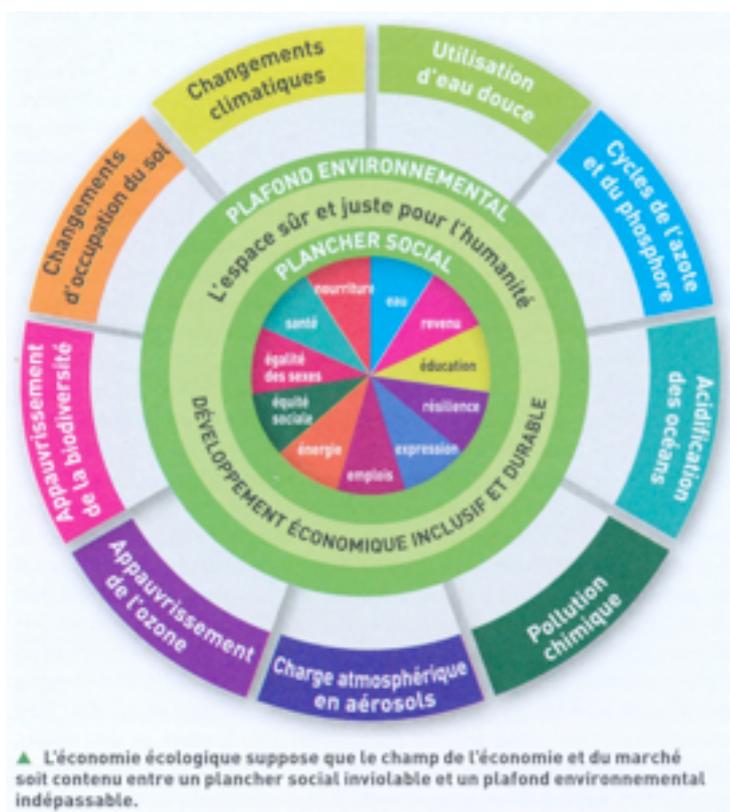
Les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont misé sur la croissance, voire sur la "croissance verte", l'accroissement de la consommation, notamment pour répondre à la première préoccupation des Français-es, le chômage et pour résorber la dette publique, alibi ultime de l'austérité.

Ils ont une croyance indéfectible dans les bienfaits de l'accumulation illimitée des forces et moyens de production, la création d'emplois justifiant de nouvelles activités, de nouvelles actions, alors que toute nouvelle activité accroît l'empreinte écologique. Et les grands groupes industriels et financiers ont gagné, à force de lobby, d'apparaître comme ceux qui apportent cette croissance, aussi rien n'est trop beau pour les favoriser et reporter sur le peuple la charge de leur démesure.

Il n'est question que de déficit et de dette publique, dette, on le sait, à laquelle ces mêmes grands groupes financiers et industriels ont largement contribué. Pas un mot pourtant sur une dette bien plus réelle et irréversible : la dette écologique. L'aveuglement est collectif face aux crises environnementale et sociale, aux dommages avérés que l'on fait subir au climat et à la biodiversité, à la déconnexion vis-à-vis de la capacité de la planète à supporter nos excès. La dette qui nous met le plus en danger n'est pas financière, c'est le dépassement de notre empreinte écologique (le 19 août, cette année) qui met en danger l'avenir de l'espèce humaine. Même la relance verte dans sa croyance libérale aboutit à une impasse. Nous devons savoir partager et économiser les "richesses" de la planète.

Une autre vision :

Il est indispensable de sortir de la logique financière hors sol et de poser une autre vision sur les rapports entre les humains et la nature en construisant une économie comprise entre un "plafond environnemental" et un "plancher social" (selon Herman Daly) comme le suggèrent les économistes qui tentent d'imaginer une "économie écologiste".



Pour rester dans le "plafond environnemental", nous devons limiter le prélèvement des ressources et le déversement des déchets polluants dans la nature pour cesser d'aggraver la dette écologique. Il nous faut sortir des logiques de compétition, de concurrence et du refus d'un partage équitable. Une nouvelle approche des relations de production, de distribution et de consommation des "richesses", en fonction de ce qu'il faut conserver, modifier, infléchir ou stopper doit être mise en place.

Pour respecter le "plancher social", nous devons promouvoir une autre vision du travail, une activité répondant aux besoins humains sans aggraver l'empreinte écologique.

Il est nécessaire de se poser les questions suivantes :

- peut-on faire la transition énergétique en développant l'électronique, les ordinateurs, la téléphonie, les voitures électriques massivement sans se préoccuper de la façon dont l'électricité est produite ?
- quid de certains secteurs comme ceux de la publicité, le nucléaire, l'armement, tourisme et loisirs marchands... ?
- quelles industries faire évoluer, y compris dans l'agriculture, l'agroalimentaire ?
- peut-on construire une société écologiste quand il est aussi pressant de préserver son travail en dépit de la nocivité de l'entreprise qui nous emploie ?
- comment aller vers une société solidaire quand les disparités s'accroissent entre pays et à l'intérieur des pays ?

Motion

En rappelant que, d'année en année, nous atteignons de plus en plus tôt la limite de notre empreinte écologique, le CF demande que :

- EELV, dans ses instances et sa communication :

- affirme l'existence de la "dette écologique" et développe une vision de l'économie évoluant entre un "plancher social" et un "plafond environnemental" et non sur des objectifs de croissance du PIB;
- propose une autre politique du travail au service de l'intérêt général : c'est-à-dire se traduisant par une réduction de l'empreinte écologique;
- mène au sein des commissions une réflexion sur les substitutions d'emplois non écologiquement et socialement compatibles par des emplois qui le sont;
- tiennent un discours de vérité sur le Vivre mieux par opposition au Consommer plus.
- encourage les nécessaires avancées démocratiques, l'implication citoyenne, les initiatives déjà en cours.

- EELV, dans les exécutifs où il participe :

- soutienne qu'aucune politique économique n'est viable si elle dépasse les capacités de la planète;
- propose une politique économique au service d'une politique de reconversion et substitution des emplois au profit d'emplois écomompatibles;
- raisonne en internalisant dans les investissements le coût de leurs dommages à l'environnement et à la santé;
- engage à chaque niveau du territoire un travail portant sur les six éléments de l'empreinte écologique;
- exige de conditionner l'action publique et les aides publiques à l'ensemble de ces critères (terres cultivées, pâturages, surfaces de forêt exploitées, zones de pêche, terrains construits, carbone) ;
- soit exemplaire dans la réduction de la facture énergétique et la lutte contre l'hyperconsommation (des budgets publicitaires notamment).

Pour : 33 ; Contre : 15 ; Blancs : 4